

AUJOURD'HUI

Bimensuel libertaire

ISSN 1423-7946

Vacance

Une fois de plus, nous y sommes : c'est les vacances. Une guerre vient de se terminer, juste à temps, pour laisser la place sur les écrans de télé au Tour de France cycliste et aux essais comparés des crèmes solaires, et donner l'impression que tout va mieux quand le soleil brille. Pourtant rien ne change vraiment.

Pour preuve les inégalités qui demeurent, criantes entre ceux qui ont des vacances et ceux qui n'en ont pas, ceux qui peuvent partir et ceux qui ne peuvent se le permettre. Criantes, aussi, entre ceux du Nord qui vont jouer aux riches dans les pays du Sud, au bord de piscines remplies d'une eau qui manquent cruellement aux habitants du lieu. Il faut dire que les vacances sont aussi un secteur économique en pleine expansion. Ce temps libéré du travail doit quand même rapporter de l'argent, et se vivre selon le mode consumériste : il n'est pas question d'arrêter de faire fonctionner la pompe à fric.

Malgré tout cela, les vacances demeurent un moment rare pendant lequel nous ne devons pas justifier de l'emploi que nous faisons d'un temps qui habituellement doit être productif. L'attachement des individus à ces quelques jours de « liberté » dans l'année révèle, par contraste, combien le travail est contraignant et vécu comme tel.

Ce temps « privilégié » n'est pas un cadeau du ciel, mais il est le résultat des luttes sociales du passé. Aujourd'hui, en Suisse, la nécessité de



retrouver le chemin des luttes est évidente. La droite se fait dure et a décidé se débarrasser une bonne fois du fameux modèle suisse basé sur le consensus. Ainsi, à Genève, les libéraux, suivis des radicaux et du PDC, veulent baisser les impôts de 12 % : le peu de richesses qui sont redistribuées par ce biais, c'est encore trop pour eux ! Ils sont parfaitement conscients des dégâts sociaux que va provoquer une telle mesure, mais ils estiment qu'ils n'ont plus à prendre de gants pour garantir leurs intérêts et ceux de leurs riches amis.

Le manifeste de notre groupe, dont nous publions de larges extraits dans ce numéro, analyse cette situation, présente les moyens pour s'y opposer et les principes sur lesquels nous basons notre action. Ce manifeste est aussi l'occasion de rappeler pourquoi le journal que vous lisez existe, et pourquoi il reparaitra en septembre. Époque dès laquelle, nous vous proposerons de participer à des réunions, des débats et des projections de films.

La première conférence traitera de *L'extrême-droite en Suisse*.

A bientôt...

G. Amista

AUJOURD'HUI est un bimensuel du vendredi, réalisé par **DIRECT!**, groupe des AmiEs de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs). Le collectif de rédaction est constitué de non-professionnels, non-permanents et non-payés.

DIRECT! est totalement autofinancé.

Editeur responsable :

Claude Cantini.

Tirage : 600 ex.

Correspondance :

DIRECT!

Case postale 2254

CH - 1211 Genève 2

Tél./fax : 022 734 29 22

Local : 24, rue de Montbrillant

Nouveau CCP

Direct!, CCP 17-574 134-6

e-mail : aujourd_hui@innocent.com

Manifeste

Principes, moyens et buts de DIRECT!

Lecture

Aperçu de la pensée de Saint-simon

Ceci est le dernier AUJOURD'HUI avant une pause d'été. Le prochain numéro (n° 47) paraîtra le vendredi 3 septembre 1999. A bientôt...

LE MANIFESTE de DIRECT! (extraits)

Analyse de la situation actuelle

Le système capitaliste a pratiquement achevé sa conquête de la planète. Prenant appui sur le cadre légal des systèmes étatiques, il perpétue la division de la société en classes sociales et l'exploitation du prolétariat¹. A l'aube du XXI^e siècle, les recettes des maîtres du monde semblent bien incapables de résoudre les problèmes de l'humanité. Alors que dans les pays du

Tiers-Monde, la grande majorité de la population se retrouve sans aucune protection contre la maladie, le chômage, la faim, etc, dans les pays « déve-

loppés », des pans entiers de la société s'appauvrissent et se marginalisent. A ce constat, il faut ajouter les dégradations irréparables faites à la nature que, malgré leurs déclarations de principe, les États sont incapables de maîtriser.

L'effondrement des systèmes dits « communistes » a mis à jour une réalité que les anarchistes avaient dénoncée dès l'origine : dans une société où les ressources sont centralisées par l'État et où une infime minorité bureaucratique décide des choix économiques et sociaux, la barbarie est sans limite.

Par ailleurs et contrairement à ce qu'on veut nous faire croire, le système qui repose sur la propriété privée des moyens de production n'est pas nécessairement « démocratique ». La Chine, qui entreprend des réformes économiques, sans modifier son système politique de parti unique, les anciennes dictatures latino-américaines, le fascisme et le nazisme ont démontré qu'un système économique s'appuyant sur la propriété privée des moyens de production peut fort bien s'accommoder d'un régime politique totalitaire.

A l'heure actuelle, le système démocratique ne limite guère les dégâts sociaux et écologiques causés par la « mondialisation » de l'économie. Au contraire, les spéculateurs et les patrons mettent à profit les lois qui favorisent leur commerce. Les élus du peuple ne défendent guère l'« intérêt général », mais utilisent leur mandat pour favoriser certains groupes de pression, ou pour se servir eux-mêmes.

La gauche parlementaire et gouvernementale a longtemps prétendu que, par des réformes, elle allait améliorer le sort des pauvres et mettre en place graduellement un système socialiste. C'est une euphémisme de dire qu'elle n'a guère fait ses preuves. A l'heure actuelle, dans ses rangs, certains « audacieux » prétendent remettre au goût du jour la méthode keynésienne de relance qui a été pratiquée dans l'après-guerre. Il s'agirait de favoriser la consommation des ménages pour donner un nouveau souffle à l'économie. Nous voyons mal comment, avec la concurrence internationale et le démantèlement progressif des institutions publiques (santé, éducation, etc.), une telle politique serait

possible. Mais en tout état de cause, il ne s'agit plus pour la gauche de lutter pour une égalisation des conditions de vie. Elle prétend uniquement conserver les « acquis » du système actuel. Soit, pour la majorité des gens, l'exploitation dans le travail (ou le chômage), l'imposition d'un mode de vie consumériste, stressant, de lutte de tous contre tous, l'impossibilité de réaliser ses aspirations...

L'exploitation capitaliste et l'oppression étatique sont des phénomènes mondiaux. Toutefois, ils ne se manifestent pas partout de la même manière.

Certains continents, certains pays, en souffrent plus que d'autres. Pour des raisons historiques, la Suisse a été jusqu'ici relativement protégée de leurs méfaits les plus extrêmes. Notre pays a été préservé des deux guerres mondiales. C'est une puissance économique et financière relativement importante. Parce qu'ils ont pu participer à la spoliation des ressources des pays du Sud (et maintenant de l'Est), nos dirigeants économiques et politiques sont parvenus à imposer une paix sociale aux exploités de ce pays, notamment dans le monde du travail. Les matières premières et autres produits des pays pauvres sont obtenus à des prix particulièrement bas pour la Suisse, du fait des rapports de force existant sur le plan international. Cette « aubaine » a permis aux entrepreneurs, mais aussi aux prolétaires de ce pays, d'acquiescer des marchandises à des prix dérisoires. Elle a désormais un revers, celui de la délocalisation de certaines entreprises qui s'exilent là où la main-d'œuvre est moins chère.

En Suisse, les syndicats et les partis de gauche ont accepté un véritable compromis historique avec la bourgeoisie. Celui-ci date de la fin des années trente et s'appelle la paix du travail. Depuis cette époque, les « organisations des travailleurs », en réalité de véritables bureaucraties très éloignées de la base, ont signé des accords avec les patrons sans recourir à un quelconque rapport de force. Le pli était pris quand la « crise » nous a frappés. Les syndicats se sont alors trouvés incapables d'opposer une résistance sérieuse à la dégradation des conditions de travail, aux licenciements, aux baisses de salaire. Ils sont toujours à la recherche de compromis avec la bourgeoisie, incapables de comprendre que pour cette dernière, la lutte des classes n'est pas un vain mot.

Notre projet

En tant qu'anarchistes (ou libertaires²) nous faisons partie de la tradition socialiste (collectiviste ou communiste³) qui aspire à l'égalité économique de tous les êtres humains. Autrement dit, nous refusons le principe de l'égalité politique abstraite des libéraux qui, dans les

faits, correspond à la loi du plus fort, à la liberté du renard dans le poulailler.

Historiquement, le socialisme s'est divisé en plusieurs courants. Un courant étatiste qui, d'une manière ou d'une autre, prétend que c'est par la conquête (démocratique ou révolutionnaire) de l'État qu'on parviendra à l'égalité sociale et un courant antiautoritaire dans lequel nous nous reconnaissons. Comme anarchistes, nous aspirons à une révolution sociale : à la transformation complète des rapports humains. Nous sommes pour une société autogérée, tant sur le plan de l'organisation politique, territoriale, que dans le domaine du travail. Nous voulons mettre en place une organisation sociale et économique qui respecte véritablement l'environnement. Nous voulons remplacer la concurrence et la domination par la liberté et l'appui mutuel.

Cette nouvelle société n'est pas déjà planifiée, car un processus nécessairement collectif ne peut pas être imaginé par une petite minorité. Ceci dit, nous savons que la mise en place de cette société future impliquera aussi bien une autre structure sociale, qu'un changement des mentalités, et nous pouvons déjà énoncer, au moins à titre d'hypothèse, quelques principes généraux auquel notre projet devrait répondre.

La société à laquelle nous aspirons devrait être fortement décentralisée, afin de permettre à l'ensemble des gens de participer aux décisions concernant leurs principaux besoins. Une organisation collective devrait remplacer la propriété privée actuelle dans chaque secteur économique, dans chaque entreprise et dans chaque quartier ou chaque village. Une coordination se mettant en place, par un système de délégation, au niveau régional, continental, international. Les personnes chargées de représenter les collectifs (les délégués) seraient révocables en tout temps et devraient répondre de leur mandat (principe du mandat impératif).

Contrairement à d'autres courants politiques (au marxisme notamment), nous ne croyons pas qu'une telle société soit l'aboutissement nécessaire du processus historique. En revanche, nous pensons que si la majorité des gens est disposée à collaborer solidairement au bien-être de chacun, une telle perspective n'est pas invraisemblable.

Organisation et moyens d'action

Nous sommes d'avis que l'organisation antiautoritaire de celles et ceux qui luttent contre les méfaits de la société actuelle, constitue un préalable nécessaire au changement social auquel nous aspirons. C'est en construisant des organisations qui respectent nos principes, que nous avons des chances d'être crédibles. La résistance collective n'est pas seulement un moyen d'obtenir des améliorations ponctuelles, elle constitue aussi, à nos yeux, la préfiguration de la société future que nous voulons construire.

Dans les contradictions du système actuel, celles et ceux qui n'ont pas accès aux richesses, qui sont exploités dans leur travail, brimés dans leurs lieux de formation ou qui sont au chômage... peuvent avoir une certaine propension à la révolte. C'est en leur sein qu'à l'origine est né le mouvement libertaire, et que certaines de ses pratiques réapparaissent périodiquement de manière spontanée. C'est pourquoi, nous sommes partisans du développement de structures de résistance de base à caractère syndical, mais non bureaucratiques, ni autoritaires et/ou corporatistes, comme celles que l'on rencontre généralement en Suisse.

Nous sommes également favorables aux mobilisations de base à caractère territorial dans lesquels se retrouvent les habitants d'un quartier, d'un village ou d'une région qui luttent contre certains méfaits du capitalisme, par exemple dans le

d o m a i n e
écologique et
dans celui
des condi-
tions de vie
en général.
Les luttes

contre les centrales nucléaires, contre les pollutions industrielles, pour l'accès à la formation et à des soins médicaux de qualité, pour des logements décentes et accessibles à tous, etc, sont aussi les nôtres.

En Suisse, un projet comme le nôtre va à l'encontre de la culture et de l'idéologie dominantes. L'individualisme et le consumérisme prédominent. Nombreux sont les exploités qui font encore largement confiance au pouvoir politique et économique. Cette manière de voir est favorisée par les institutions qui servent au maintien du consensus. Parmi ces dernières, on peut citer la démocratie semi-directe qui canalise le mécontentement et intègre les oppositions.

Il est clair pour nous, qu'en régime capitaliste, ce sont presque toujours ceux qui disposent du plus gros budget, qui parviennent à imposer leur point de vue grâce aux initiatives et référendums. En général, les groupes qui veulent faire adopter une idée généreuse en recourant à ces instruments renforcent la crédibilité du pouvoir ou des conservateurs, en aboutissant à l'effet inverse de celui qu'ils recherchaient. C'est pourquoi nous renonçons à recourir à une méthode aussi aléatoire. D'autant que, par son geste, l'électeur ou le votant manifeste, à nos yeux, un acte d'allégeance vis-à-vis du système.

Nous sommes en revanche partisans de l'action directe. C'est-à-dire de l'expression, de la manifestation directe des revendications des exploités, par des méthodes comme les manifestations, les grèves, les occupations... Et pour la négociation directe (sans la médiation de « spécialistes ») des personnes en lutte avec leurs interlocuteurs.

Concrètement, nous voulons favoriser ce type de résistance là où il se manifeste, soit directement sur notre lieu de travail ou d'études, dans notre quartier... Soit indirectement, en soutenant et popularisant

les luttes d'action directe, qu'elles aient lieu en Suisse ou dans d'autres pays.

Quel internationalisme ?

L'internationalisme fait partie des principes fondateurs du mouvement ouvrier et socialiste dans lesquelles nous nous reconnaissons. Parce que le capital n'a pas de frontière; parce que les moyens militaires actuels sont en mesure de détruire la planète; parce que les atteintes régionales à l'environnement ont des conséquences planétaires... cet internationalisme est toujours plus d'actualité.

Les travailleurs ont intérêt à soutenir leurs camarades qui luttent pour une amélioration de leurs conditions d'existence dans les pays « émergents », s'ils veulent entraver les délocalisations... Nous sommes aussi obligés d'admettre que la relative aisance qu'on connait dans les pays du Tiers Monde. L'internationalisme est donc pour nous autant une nécessité qu'un devoir.

Notre engagement dans le « mouvement libertaire » correspond aussi à une volonté de clarification, de renouvellement des idées anarchistes, d'information sur les différentes orientations, les différents réseaux internationaux qui traversent ce courant.

Nous faisons partie, en tant que groupe ami, de l'Association internationale des travailleurs (AIT), dont l'engagement anarcho-syndicaliste correspond à notre volonté de nous inscrire à la fois dans l'anarchisme social et dans les luttes des exploités contre le système capitaliste.

DIRECT!

1. Par ce terme, nous désignons l'ensemble des personnes qui vivent la condition salariée ou celle de chômeur et qui n'ont guère leur mot à dire quant aux orientations actuelles de nos sociétés. Les prolétaires ne sont pas seulement les ouvriers et ouvriers manuels, mais toutes celles et ceux qui subissent d'une manière ou d'une autre la domination capitaliste.
2. Le « mouvement libertaire » est en fait une série d'institutions qui portent ce label. Nous tenons à préciser que pour notre collectif, les mots libertaires et anarchistes sont synonymes. Nous les utilisons donc indifféremment, en précisant que nous nous reconnaissons dans l'anarchisme social qui est favorable aux luttes collectives des exploités.
3. Le collectivisme, c'est le principe « à chacun selon son travail » qui est favorable à une répartition des ressources correspondant à l'effort fourni. Un des problèmes étant de savoir qui va se charger de mesurer l'apport de chacun et en fonction de quels critères. Il y a aussi la question de ceux qui ne peuvent pas travailler : enfants, handicapés, personnes âgées... Le communisme comme doctrine, qui s'appuie sur le principe « à chacun selon ses besoins » paraît résoudre ces problèmes, mais il en pose d'autres : les besoins ne sont-ils pas insatiables et illimités, si on leur laisse libre cours?

Les légendes des siècles

Cela peut surprendre, mais cet ouvrage de l'austère collection Que sais-je ? consacré à Saint-Simon (1760-1825) est très actuel*. Son auteur, un spécialiste en télécommunications décrit, non sans malice, des théories vieilles de près de deux siècles qui ressemblent à s'y méprendre aux idées développées autour d'Internet, des autoroutes de l'information, etc. dont on nous promet des miracles. Il rappelle en passant que Saint-Simon a inspiré aussi bien des penseurs libéraux que des socialistes ou des anarchistes

Pierre Musso, *Saint-Simon et le saint-simonisme*, Paris, Puf, 1999.

Après une carrière militaire qui l'amène à combattre en Amérique aux côtés de La Fayette, Saint-Simon devient ingénieur (il travaille à la création de canaux), puis homme d'affaire et entrepreneur, dirigeant notamment des messageries. Toutes ces activités vont faire germer l'idée de réseau dans son esprit. En 1798, il abandonne les affaires pour se consacrer à la philosophie et à la science. Il se passionne pour la médecine et découvre que le corps humain offre un modèle pour « une analyse de la circulation parfaite des fluides à l'état naturel... ». Saint-Simon va plaquer cette image sur le système social de son temps. Au même titre que le sang alimente l'organisme humain, c'est l'argent, le savoir et le développement de voies de communication qui animent le corps social.

Conçue sous l'Empire et la Restauration, l'œuvre de Saint-Simon était contestataire pour son temps. Il voulait achever la Révolution française en permettant l'aboutissement de ce qui pour lui constituait son essence : l'industrialisme. Il compare les nobles, les hommes d'État et les riches propriétaires à des frelons qui ne produisent rien, mais qui se nourrissent du miel des abeilles. Celles-ci sont les industriels/producteurs : les patrons aussi bien que les ouvriers, les artistes qui dessinent les images du futur et les savants, véritable clergé potentiel du système industriel. Selon lui, la domination scientifique d'une nature remodelée par l'industrie et ses réseaux devait mener au paradis terrestre.

Il y a une dimension anti-étatique chez Saint-Simon quand, au nom d'une circulation accrue des richesses, il dénonce les détournements de ressources réalisés par la bureaucratie d'État et préconise la suppression des

armées permanentes. Il y a aussi un projet technocratique quand il prétend substituer au gouvernement « une administration des choses » par les industriels et les savants.

Il reconnaît l'existence de la lutte des classes, mais cherche une voie réformatrice et conseille aux industriels de s'allier ponctuellement avec le roi (une figure symbolique qu'on doit judicieusement utiliser !) pour obtenir la gestion du budget national, ce qui serait à ses yeux un premier pas vers le changement social. Saint-Simon pense que le changement peut être presque insensible sur le plan politique et déterminant au niveau idéologique ; de là Le Nouveau Christianisme qu'il préconise à la fin de sa vie : la communication universelle constituant un principe régulateur fondamental au même titre que la communion entre frères chez les premiers chrétiens.

A sa mort, ses disciples vont progressivement transformer ses idées en un véritable dogme : « La maîtrise et la fécondation de la Terre-patrie par l'industrie et ses réseaux devient le but premier ». Ceux qui font une lecture socialisante de son œuvre vont être supplantés par les polytechniciens qui — au moment où la révolte des canuts est écrasée à Lyon — évacuent la question du changement politique et préconisent des solutions purement

techniques, en annonçant que « les chemins de fer changeront les conditions de l'existence humaine ». Remplaçons « chemin de fer » par « Internet » et nous voici de retour à notre époque, tout comme dans ce texte du saint-simonien Michel Chevalier datant de 1836 d'une brûlante actualité : « Améliorer la communication, c'est travailler à la liberté réelle, positive et pratique... c'est faire de l'égalité et de la démocratie. Des moyens de transports perfectionnés ont pour effet de réduire les distances non seulement d'un point à un autre, mais également d'une classe à une autre ». Il est clair que cette prophétie n'était pas plus prémonitrice que celles qu'on nous assène aujourd'hui.

L'ouvrage de P. Musso nous rappelle qu'il est utile de se plonger dans les textes des penseurs du dix-neuvième siècle, tant pour découvrir la vacuité des penseurs « néo-modernes » que pour

vérifier la solidité des idées qui fondent certaines de nos croyances. N'en déplaise à Saint-Simon, celle du progrès social par la science et la technique a du plomb dans l'aile.

M. Argerj

* L'« actualité » de Saint-Simon se vérifie aussi dans l'existence d'une Fondation portant son nom dont on nous annonce la dissolution pour cause de mission accomplie. Fondée en 1982, après l'arrivée de la gauche au pouvoir en France, la Fondation Saint-Simon est un club de faiseurs d'opinion défenseurs « d'une vision apaisée des rapports sociaux » qui réunit aussi bien des banquiers, des patrons que des intellectuels, des dirigeants syndicaux ou des stars des médias. Voir *Les « saint-simoniens » tournent la page*, in *Le Monde* du 24.06.99 et *La Fondation Saint-Simon, une histoire accomplie*, in *Le Monde* du 23.06.99.

